

Séance du 29 octobre 2018

Le Politique et le Soldat.

Elrick IRASTORZA

Général d'armée (2S)

MOTS CLES

Soldat, politique, centenaire, sécurité intérieure, offensive, fortification, dissuasion, force de projection, crise de commandement, autoritarisme, officier, anticléricalisme.

RESUME

L'analyse de l'histoire de la Grande Guerre a permis de révéler les rapports entre le politique et le soldat en temps de guerre. Le centenaire de cette guerre montre que la problématique de la relation conflictuelle entre le pouvoir politique et le soldat est une constante de l'histoire. En temps de paix, le soldat est écarté du pouvoir et son budget rogné. En temps de guerre, le soldat est poussé à prendre plus de pouvoir en raison même du théâtre d'opérations qu'il perçoit plus que le politique mais avec les risques d'effet d'annonces qui conduisent parfois aux massacres des soldats. Ce phénomène a été particulièrement aigu pendant la guerre de 14 et a donné lieu à l'écartement et la réintégration à plusieurs reprises des Généraux comme Joffre, Pétain, Nivelle, Foch en fonction des tensions avec le pouvoir politique liés aux succès et défaites successives sur le terrain. Tout s'est terminé avec les choix de Clémenceau, l'homme fort de la politique qui a su choisir Foch, le fou, contre le raisonnable Pétain et ainsi assurer la victoire. Mais, ce n'est pas pour autant que cette dialectique du pouvoir, tout en étant incontestablement issue du politique, perdure pour le soldat entre méfiance et contradiction.

Tout le monde sait qu'en 2014 nous avons (discrètement...) commémoré le 800^e anniversaire de la Bataille de Bouvines, émergence du sentiment national autour du roi Philippe Auguste. Qu'attendait-on de ce roi ? Qu'il assure la sécurité intérieure et aux frontières, ce qui est la première obligation de l'État et la première raison d'être de l'impôt. 1789 marque incontestablement une rupture entre la fidélité à une personne, le roi, et la fidélité à un concept, la République. La séparation des trois pouvoirs oblige naturellement les armées de la République : elles mettent en œuvre les ordres de l'exécutif ; elles agissent sous contrôle du Parlement ; elles respectent nos lois et les règles du droit international. Pourtant **le Soldat** fait toujours l'objet, sous une forme ou sous une autre, d'un manque de confiance et de considération que je ferais remonter à la Révolution.

Sans doute le souvenir de la trahison de Dumouriez en 1793, de la gloire montante de Bonaparte à Lodi en mai 1796 qui refuse de partager son commandement avec Kellermann, des Empereurs, de Mac-Mahon, de Boulanger... Bref l'effondrement de 40 et un putsch désormais vieux de plus d'un demi-siècle n'ont pas arrangé les choses... sans parler de quelques récentes pitoyables pantalonades !

Je ne résiste pas à la tentation de vous lire le message de Bonaparte au Directoire en avril 97 suite aux réserves émises par l'Assemblée Nationale sur l'occupation de Venise : « *Je vous avertis, et je parle au nom de 80 000 soldats que les temps où les faiseurs de lois et autres misérables pipelettes envoyaient lâchement les soldats à la guillotine sont révolus !* » Évidemment il y avait de quoi se méfier ...

Je pense que ce Centenaire nous offre l'opportunité de réfléchir aux relations entre le Politique et le Soldat car en y regardant bien, les tendances lourdes n'ont guère évolué en un siècle. Durant ces 52 mois d'épreuves terribles, les relations entre les uns et les autres n'ont pas été très simples. Elles ne le sont toujours pas aujourd'hui mais finalement c'est peut-être dans la nature des choses ou plus probablement dans celle des hommes ?

Je vous invite donc à une itinérance géographique et calendaire rapide en m'appuyant sur quelques citations significatives. Certaines sont plus connues que d'autres. Certaines bousculent des certitudes. L'essentiel est qu'elles incitent à la réflexion sur une relation essentielle dans une démocratie comme la nôtre. Chef militaire puis chef politique, le futur général de Gaulle portait sur cette relation, dans les années 30, un regard toujours très actuel. Ces deux vers de Musset, cité dans « Le Fil de l'épée », soulignent le caractère éternel d'une relation potentiellement conflictuelle.

«... Ils iront deux par deux,

Tant que le monde ira, pas à pas, côte à côte. »

Il n'avait pas cité ce troisième : « *Ce n'est vraiment pas vrai que tout soit pour le mieux.* »¹

Mais pour de Gaulle, cet antagonisme n'est pas fondamentalement choquant : « *Ce défaut de sympathie réciproque chez le politique et chez le soldat n'est pas essentiellement fâcheux. Une sorte d'équilibre des tendances est nécessaire dans l'État et l'on doit secrètement approuver que les hommes qui le conduisent et ceux qui en manient la force éprouvent les uns pour les autres quelque éloignement* »².

C'est naturellement en temps de paix que le déséquilibre en faveur du premier est le plus criant. « *Aussi longtemps que la patrie n'est pas directement menacée, l'opinion publique répugne aux charges militaires.* »³.

Le 13 juillet 1914, le sénateur Charles Humbert dénonce le niveau d'impréparation de l'armée. Monsieur Messimy, ministre de la guerre, lui répond en substance : « *Le gouvernement n'est pas responsable de ce que le pays s'était laissé prendre à la chimère de la pacification universelle. Mais on allait se mettre à la besogne sans retard et l'armée française serait prête en 1916.* »⁴.

Cela n'a pas changé ! En 1914 on pouvait mettre un fantassin tous les cinquante centimètres entre Nice et Dunkerque, aujourd'hui on pourrait tout juste le faire entre le Bois des Caures et Fleury devant Douaumont, entre la porte Maillot et la porte de la Villette, entre la place de la Comédie et Palavas-les-Flots...

Les frictions sont donc inévitables entre le Politique que tout pousse à engranger les dividendes de la paix et le Soldat qui réclame les armes qui lui permettront de remplir les missions que le premier ne manquera pas de lui confier un jour. Tous deux répugnent à la guerre mais par conviction le premier a fait vœu de nous en préserver et le second de s'y préparer.

La marche à la guerre offre un bel exemple du fonctionnement de cette relation.

¹ Musset. *Namouna, conte oriental*.

² Ibidem

³ Ibidem

⁴ Emile Hinzelin, *La guerre du droit*, Aristide Quillet, t. 1, p. 320.

Née de la défaite de 1870, la Troisième République fut victorieuse en 1918 en dépit d'une instabilité qui durera pendant le conflit. En 44 ans, le pays a connu 9 présidents de la République et 57 gouvernements. Entre 14 et 18, il connaîtra 6 gouvernements, 5 Présidents⁵ du Conseil et 8 ministres de la guerre.

En visite, en avril 16, chez le ministre de la guerre, un journaliste britannique notera : « *J'ai reconnu l'huissier du cabinet du ministre. Titulaire de son poste depuis 27 ans, il a vu passer 32 ministres de la guerre et compte bien en arriver au 40^e avant de se retirer.* »⁶. Entre 1908 et 1922 la Grande Bretagne aura deux premiers ministres : Herbert Asquith et David Lloyd George !

Les relations entre les politiques et les militaires sont toujours marquées par les stigmates de l'affaire Dreyfus et de celle des fiches. Le corps des officiers est toujours perçu comme un bastion du cléricisme traditionaliste et une gauche anticléricale se méfie du haut commandement. Les relations personnelles entre les militaires de haut rang et les personnalités politiques sont cependant plus développées qu'actuellement et le poids de la Franc-maçonnerie est loin d'être négligeable.⁷ L'organisation du haut commandement est devenue plus rationnelle. Jusqu'en 1911, sans doute par appréhension du césarisme, le chef d'état-major de l'armée n'est pas celui qui la commanderait en temps de guerre. C'est au général adjoint du ministre au Conseil supérieur de guerre qu'incomberait cette responsabilité. Pourtant, en juillet 1911, Joffre est nommé chef d'état-major général de l'armée et généralissime désigné en cas de conflit.

Quelle stratégie pour défendre la France ?

C'est une responsabilité inévitablement partagée.

Comment défendre une frontière de 600 km ? À quatre kilomètres de front par division, il en aurait fallu 150. En dépit de l'adoption de la loi de 3 ans, nous ne pouvons compter que sur 56 divisions d'active dont 10 de cavalerie, 25 de réserve et 12 territoriales.

Tout déploiement préventif en Belgique et au Luxembourg étant exclu, les étaler à proximité de la frontière sur 600 km de la mer du Nord à la Suisse nous condamnerait à l'enfoncement à l'endroit où serait prononcé l'effort allemand. Le plan Schlieffen est parfaitement connu depuis 1905 date de sa finalisation. Tout juste en sous-estime-t-on l'amplitude vers l'Ouest. Mais le gouvernement reste tétanisé par les conséquences de la violation de la neutralité belge par nos troupes sous couvert de déploiement préventif. Le 19 juillet 1911, le général Michel, vice-président du conseil supérieur de la guerre propose malgré tout une attitude défensive et un élargissement du front jusqu'à la Belgique en mobilisant tous les réservistes d'emblée.

Qui va trancher ce débat ? Le gouvernement bien évidemment ! Le 28 juillet, qualifié d'« *incapable* » par M. Messimy, ministre de la Guerre, il est destitué de ses fonctions en Conseil des ministres. Faute de mieux, Le Politique et le Soldat vont opter pour une solution mixte conciliant manœuvre et dispositif fortifié, un plan de concentration dans l'Est, le plan XVII, s'appuyant sur tout un système de fortification renforcé depuis 1870 mais devenu partiellement obsolète avec l'avènement de l'obus torpille à haut pouvoir de perforation.

⁵ Pour la seconde fois René Viviani, pour la 5e et 6e Aristide Briand, pour la 5e Alexandre Ribot, pour la 1re Paul Painlevé et pour la seconde Georges Clemenceau.

⁶ Court Repington, *La première guerre mondiale*, p. 195.

⁷ Le général Peigné fut le Grand Maître de la Grande Loge de France pendant la grande guerre.

Côté manœuvre, l'heure est désormais à l'offensive qui permettra de briser au centre la lame de faux qui devrait s'abattre sur le Nord-Est du pays. C'est un choix partagé. Le 1^{er} août 1911 Adolphe Messimy, qui vient de nommer les généraux Joffre, Dubail et Castelnau, est on ne peut plus clair : « *Avec ces trois hommes dont l'activité égale la compétence, je m'efforcerai de développer la doctrine de l'offensive dont notre armée commença à s'imprégner.* »

Même le pacifique Président Fallières constate avec plaisir que nous avons renoncé aux projets défensifs qui constituaient un aveu d'infériorité. « *Nous sommes résolu, ajoutait-il, à marcher droit à l'ennemi sans arrière-pensée ; l'offensive convient au tempérament de nos soldats et doit nous assurer la victoire à la condition de consacrer à la lutte toutes nos forces actives sans exception.* ».

Ce choix aura inévitablement des conséquences sur les équipements : pas d'artillerie lourde de campagne. À quoi bon s'embarrasser d'une artillerie qui ralentirait le rythme de la manœuvre ! Pourtant nous ne manquons pas d'artillerie lourde mais elle est déployée ailleurs, dans nos forteresses.

Côté fortifications, nous avons beaucoup construit depuis 1870 pour protéger la frontière et les approches de la capitale et il convient de noter que les budgets afférents ont toujours été votés : 212 forts, 18 redoutes et 156 petits ouvrages et des centaines de batteries de Lille à Nice ! Nous y avons installé 40% de notre artillerie dont 4 000 canons de 120 et de 155 de Bange. Peu mobiles il est vrai, ils tirent lentement mais c'est une bonne arme que nous retrouverons jusque sur le front russe en 1945... Cette artillerie de forteresse représente 23% des effectifs mobilisés en 1914 (820 000 hommes dont 150.000 artilleurs stricto sensu).

Lorsque la guerre éclate, il y a donc bien deux armées : celle de campagne aux ordres de Joffre avec ses 4 000 canons de 75... pour 300 lourds seulement, celle des places fortes de la frontière et du camp retranché de Paris avec leurs 4000 canons lourds (sans parler des calibres plus réduits), qui relèvera directement du Ministre jusqu'au 5 août 1915 !

Ce dispositif défensif fixe est évidemment le résultat d'arbitrages politiques et budgétaires.

Relevons au passage que cette stratégie du bastion et de la voltige est une constante de la pensée stratégique française depuis Vauban et sa déclinaison actuelle, entre dissuasion et forces de projection, en est une forme plus aboutie.

1914

Fin juillet la crise se dénoue :

En quelques semaines nous frôlerons la catastrophe et nous dit le colonel de Gaulle : « *Ce fut la fortune de la France que Joffre ayant mal engagé l'épée, ne perdit point l'équilibre.* »⁸. Obsédé par l'idée de ne pas provoquer les Allemands, le ministre de la défense demande le 30 juillet aux armées de reculer à 10 kilomètres de la frontière. Le 1^{er} août à 8h00, le général Joffre presse le gouvernement de décréter la mobilisation. La décision est prise à 15h45. Le 2 août, le gouvernement décrète l'état de siège pour la durée de la guerre, première étape du dessaisissement vers l'autorité militaire de pouvoirs exorbitants.

Entre insuffisances tactiques et excès de confiance, la lame de faux allemande n'a pas été brisée ! On n'a pas pu en arriver là par hasard ! Dans une lettre au Général Joffre datée du 10 août Adolphe Messimy n'y va pas par quatre chemins : « *Si un chef*

⁸ Charles de Gaulle, *La France et son armée*, Plon, 1999, p. 483.

placé sous vos ordres, quel que soit son grade, faisait montre de faiblesse, de pusillanimité, il devrait instantanément être déféré au Conseil de guerre et jugé. Les peines les plus sévères, y compris la mort, devraient lui être appliquées. ».

Il poursuit sur un ton de Saint-Just : « *Portez aux fonctions les plus hautes des jeunes hommes énergiques... Éliminez les vieillards sans pitié* »⁹.

En cinq mois Joffre limogera 144 généraux sur 344 comme l'y autorise par décret du 15 août un gouvernement qui conserve ses pouvoirs de nomination mais lui transfère cette tâche pénible. De quoi s'attirer de solides inimitiés et de ce côté-là Joffre ne sera pas déçu !

Mais au cours de l'été 14 et au fur et à mesure de l'avancée allemande le dessaisissement des pouvoirs civils au profit du Soldat se poursuit allègrement : le 10 août, le ministre de la Guerre, accroît encore les pouvoirs de justice des autorités militaires : « *Si les nécessités de la discipline et de la défense nationale vous paraissent exiger impérieusement l'exécution immédiate des sentences, vous laisserez son libre cours à la justice sans m'en référer* ». Le 1^{er} septembre, le recours en révision ou en grâce présidentielle est aboli. Le 6 septembre un décret institue les conseils de guerre spéciaux à 3 membres. C'est le 1^{er} jour de la Bataille de la Marne, il ne faut plus que les choses traînent en longueur...

Le 2 septembre, est la date pivot. Les premiers uhlands sont à Roissy. Le président et le gouvernement quittent nuitamment la capitale avec l'or et l'argent de la Banque de France. Joffre est un homme seul. Il commande : « *Les fuyards, s'il s'en trouve, seront pourchassés et passés par les armes* »¹⁰. L'histoire retiendra cette directive, à charge bien évidemment. Du départ du gouvernement il dira plus tard : « *Je leur avais dit de partir, pas de foutre le camp !* ».

Son ordre du jour du 5 septembre est un appel au sursaut national. Mais, la bataille gagnée, Joffre a acquis une aura qui inquiète : « *Autour de Joffre, il y a un véritable ministère, une diplomatie occulte... Il faut savoir s'il y a deux gouvernements. Tout cela finira mal* » prédit Raymond Poincaré.¹¹ Revenu à Paris le 22 décembre, le politique est bien décidé à reprendre la main mais Joffre s'opposera jusqu'en juin 1915 au contrôle parlementaire dans la zone des armées : « *J'estime que pendant les opérations, il ne peut y avoir de contrôle parlementaire sur le commandement, ni sur le fonctionnement des services* »¹². Tous les ingrédients sont réunis pour que se succèdent les intrigues et les coups bas : « *Je trouve mes collègues assez montés contre l'autorité militaire. Le GQG joue un peu au dictateur... Poincaré en se levant, résume toute une discussion par ces mots : le téléphone avec le ministère de la guerre actuellement à Bordeaux, est un fil qui tombe dans la mer, et nous sommes peut-être, sans nous en douter, gouverné par un simple adjudant* »¹³. rapporte Abel Ferry. « *En démocratie, rappelle Jean-Yves le Naour, la règle veut que le pouvoir civil commande au pouvoir militaire, mais à l'heure du danger, le GQG considère qu'un tel régime est un luxe que la nation ne peut se payer.* »¹⁴.

Certes, mais au cours de l'été 1914, le Politique n'a cessé de se dessaisir de ses pouvoirs constitutionnels et il n'avait plus guère à cœur de commander ! Les drapeaux

⁹ François Cochet, *La Grande Guerre*, Perrin, p. 95.

¹⁰ Extrait de l'ordre général n° 11 du 2 septembre 1914.

¹¹ Carnets secrets d'Abel Ferry mentionnés par François Cochet dans : *Les débuts de la Grande Guerre en France : dictature imposée du militaire ou retrait du politique ?*

¹² Cité par André Bourachot, *Joffre*, p. 217.

¹³ Carnets secrets d'Abel Ferry mentionnés par François Cochet dans : *Les débuts de la Grande Guerre en France : dictature imposée du militaire ou retrait du politique ?*

¹⁴ Jean-Yves le Naour, *1914 La grande illusion*, p. 333.

pris à l'ennemi resteront dans leur fourreau. Millerand en assumera la responsabilité : « *Je suis le seul coupable et je ne voudrais pas qu'il pût demeurer dans votre esprit l'ombre d'un doute sur les considérations qui m'ont poussé à mettre une sourdine à notre joie. Il me paraît bon de ménager les nerfs de ce pays et j'ai préféré courir le risque de demeurer en dessous de la vérité que de l'exagérer.* »¹⁵. En fait il est clair que le gouvernement ne souhaitait pas embellir l'aura du commandant en chef !

1915

« *Je les grignote* ». L'expression est suffisamment entrée dans l'histoire pour qu'on ait fait de ce millésime celui des vaines offensives et du début de l'érosion du consentement national initial : 1133 tués par jour cette année-là en moyenne. Ce qu'en dit Messimy lors d'une permission au Président Poincaré est significatif : « *Au quartier général on est dans une tour d'ivoire, on ne sait pas grand-chose de ce qui se passe sur le front. On ordonne des offensives partielles pour alimenter les communiqués. Elles sont très sanglantes et condamnées d'avance à l'échec* »¹⁶. On dirait aujourd'hui : « *Nos chefs sont complètement sur une autre planète et nous envoient à la mort uniquement pour passer au journal de 20h00 !* » Certes, mais quelques années plus tard, de Gaulle écrira : « *Dans l'infanterie, parmi les officiers de carrière, un sur deux est mort ou estropié dès la fin de 1915.* » Malgré ces résultats peu probants, Joffre est nommé le 2 septembre commandant en chef des armées françaises sur tous les fronts.

Quelques jours plus tard Millerand est remplacé au ministère de la Guerre par Gallieni, sans enthousiasme, compte tenu du peu d'appétence de ce militaire dans l'âme pour la chose politique. Mais rapidement, l'autoritarisme de Joffre l'agace et tout compte fait, un accroissement du contrôle parlementaire ne lui semble plus si incongru que cela. Malgré tout, il restera plutôt bienveillant à l'égard de son ancien subordonné et chef : « *Quel madré personnage ! Et Poincaré et Briand, si braves quand il n'est pas là, ne disent plus rien devant lui* » écrit-il dans ses carnets¹⁷.

L'ordre général n° 43 lu sur le front des troupes le 23 septembre 1915 avant la deuxième bataille de Champagne commence par : « *Soldats de la République,* »... Elle est donc, dans l'esprit de Joffre, toujours bien vivante ! La conférence interalliée de Chantilly lui confère, début décembre, quasiment la stature de chef d'une coalition. Tout cela n'a pu se faire qu'avec le consentement voire l'appui du Politique. 1916 verra le dénouement de cette première grande crise de commandement.

1916

Le 21 février les Allemands déclenchent à Verdun une offensive qui durera 300 jours. La polémique soulevée par le député / lieutenant-colonel Driant sur l'impréparation défensive des hauts de Meuse tout autant que les maigres résultats obtenus sur la Somme, allaient conduire tout droit à l'éviction de Joffre. Inutile de refaire une bataille décrite des centaines de fois. La région fortifiée de Verdun est confiée à l'état-major de la II^e armée de Pétain qui évite l'effondrement du front et rationalise le soutien des forces engagées dans la bataille. Son premier mérite est d'avoir mis de l'ordre dans le désordre...

¹⁵ Henri Isselin, *La bataille de la Marne*, Arthaud, p. 242.

¹⁶ André Bourachot, *Joffre*, p. 186.

¹⁷ Jacques Jourquin, *Les Maréchaux de la Grande Guerre*, p. 273.

Mais il reste à tenir puis à refouler les Allemands, or deux mois après le déclenchement de l'offensive, nous continuons de reculer en dépit des moyens déployés et des pertes consenties et, petit à petit, le gouvernement comme la troupe, en deviendront à s'interroger sur Pétain, « *son attentisme et son manque d'agressivité* ». ¹⁸ Difficile pourtant, de limoger celui qui passe déjà pour le sauveur de Verdun et donc de la France. Dans son édition du 11 mars, 15 jours après sa nomination, l'Illustration écrit : « *Et l'opinion comme le gouvernement et le haut commandement ont mis en lui toute leur confiance.* » Le 2 mai il est évincé « à la française » en étant promu au commandement du groupe d'armées centre (le GAC) gardé vacant depuis le 30 mars¹⁹ et Nivelle se voit confier l'armée de Verdun. Cette relève de Pétain est un des tournants de la guerre voire de notre histoire nationale. Promotion ? Relève ? Sur le moment Pétain n'a aucun doute : « *Vous voyez en moi un général qui vient d'être relevé de son commandement* » dit-il alors à Painlevé²⁰. Nivelle stoppera l'avance allemande en juin sur la côte de Froideterre et devant Souville en juillet, puis regagnera une bonne partie du terrain perdu avant que l'année ne se termine, redonnant ainsi un peu d'air à la région fortifiée de Verdun.

Loin des hauts de Meuse, une autre bataille se poursuit. Pour ses détracteurs politiques et militaires, Joffre n'a rien vu venir, il a désarmé prématurément des forts qui ont fait leurs preuves ailleurs et sont durs à reconquérir. Il est obsédé par l'offensive franco-britannique du 1^{er} juillet sur la Somme d'où il pense pouvoir sauver Verdun ! Bref il n'a aucun talent. Sa « *placidité bovine* » agace !

Le 27 mai 1916 Gallieni décède des suites d'une seconde opération de la prostate. En guise d'oraison funèbre, les politiques auront ces deux fulgurances qui en disent long sur le mépris que portait le Politique au Soldat fourvoyé en politique : « *Veni, vidi, Vessie* » dira Clemenceau. « *Ce fut une vessie que nous avons prise pour une lanterne.* » surenchéra Briand. ²¹

Avec la nomination comme ministre de la guerre du général Roques, père de l'aviation militaire, le général Joffre allait retrouver un ami de Polytechnique : « *Le nouveau ministre me fit comprendre qu'intimement lié avec Joffre, il avait accepté le ministère en partie pour être plus à même de protéger son ami contre les coups de langue pendant que celui-ci donnait des coups de sabre à l'ennemi.* » ²². Mais le pouvoir transforme et les vieilles amitiés finissent par se défaire. La réunion des comités secrets va précipiter la relève du général Joffre. En juin 1916, alors que les Allemands sont à moins de 5 kilomètres de la Porte Chaussée à Verdun, presque tous les groupes parlementaires demandent la réunion en comité secret. Après tant d'années de frustration, les temps sont clairement à la reprise en main²³. Le député André Maginot : « *L'affaire de Verdun vient... de condamner définitivement les méthodes, ou plutôt les errements qui prévalent dans la conduite de nos opérations de guerre... Elle a révélé à quel degré d'impréparation pouvaient conduire l'imprévoyance et la passivité de notre haut commandement.* » Le député de Chappedelaine : « *Je trouve que le Gouvernement devrait dominer la situation au point de ne jamais la remettre entièrement entre les mains de qui que ce soit... et, à plus forte raison, d'une collectivité qui n'a plus rien de commun avec un grand quartier général d'opérations, mais qui est, en réalité, un gouvernement au petit pied... s'occupant de finances, d'économie politique et de*

¹⁸ Noël Vacher, *La Closque*, p. 102.

¹⁹ Nommé en décembre 1915, le général Langle de Cary sera relevé le 30 mars 1916 officiellement pour limite d'âge.

²⁰ Claude Franc, *Les généraux français de la Grande Guerre*, ETAI, p. 38.

²¹ Pierre Montagon, *Dictionnaire de la Grande Guerre*.

²² Court Repington, *La première guerre mondiale*, p. 195.

²³ 11^e législature, Session de 1916, compte rendu in extenso, Comité secret du 16 juin 1916.

diplomatie. ». Le député Abel Ferry : « *Il n'y a qu'une question : défaillance du haut commandement et faiblesse du Gouvernement.* ». Le Président du Conseil reconnaîtra que « *La préoccupation des chambres, c'était que le gouvernement ne laissât point échapper son droit constitutionnel... Le principe est celui-ci : le gouvernement dirige la guerre. Il doit avoir toute autorité pour cela.* »²⁴.

Domage que la République ait mis deux ans à en prendre conscience !

Le 31 mai, le président Poincaré et Aristide Briand rencontrent à Saleux, Joffre, Castelnau et Douglas Haig pour évoquer l'offensive dans la Somme, revue sérieusement à la baisse côté français (de 40 à 26 divisions) compte tenu du volume des forces basculé sur Verdun. Son efficacité est sérieusement mise en doute mais finalement « *tout le monde convient, du moins juge, qu'une opération est nécessaire et qu'elle ne doit pas être violente et courte, mais prolongée et persévérante* ». Le 1^{er} juillet, de part et d'autre de la Somme se joue alors un autre drame de la Grande Guerre. 400 000 Britanniques et 200 000 Français s'élancent dans un no man's land qui deviendra en quelques heures un vaste cimetière.

Mais là encore, la décision est le résultat d'un choix partagé entre le Politique et le Soldat.

Verdun a tenu mais à un prix qui en fera selon Guy Pedroncini « *Le symbole et le sommet de la Grande Guerre... sans doute le seul nom qui survivra à l'oubli des siècles* ». Le 13 décembre 1916, fort de ses succès à Verdun mais aussi de l'anticléricalisme conduisant à écarter quelques prétendants particulièrement aguerris et compétents, de la disgrâce momentanée de Foch suite à l'échec sanglant de la bataille de la Somme, Nivelle est nommé par le gouvernement commandant en chef, au nez et à la barbe de son commandant de groupe d'armées, Pétain, jugé trop pessimiste. Colonel sur la Marne, il est donc devenu en vingt-six mois le chef de tous ses anciens chefs. De quoi s'attirer de solides inimitiés.²⁵ La prophétie de Joffre lancée à Pétain se réalise : « *Vous aurez beau faire, il en sera ainsi, vous serez le battu, Nivelle le vainqueur de Verdun.* »²⁶.

Finalement, « *... las et... dégoûté* »²⁷, Joffre démissionne le 24 décembre des postes honorifiques et sans pouvoir qui lui ont été confiés par Aristide Briand. À Poincaré qui s'inquiétait de ses réactions, Briand répondra : « *Vous avez peur qu'il parle ? Il n'y a qu'à lui mettre un bâton dans la gueule !* » Il sera effectivement élevé à la dignité de Maréchal de France le 26 décembre 1916 mais pour Jules Jeanneney, sénateur de la gauche démocratique, membre de la commission de l'armée du Sénat, futur secrétaire d'État à la guerre de Clemenceau et proche du général Lanrezac limogé en 14, cette élévation « *est la plus grande lâcheté de la guerre, c'est le poteau d'exécution qu'il méritait !* »²⁸.

1917

Les pouvoirs accordés à Nivelle sont naturellement très en retrait de ceux dont la République s'était dessaisie au début de la guerre comme l'explique Albert Thomas mi-mars : « *Millerand avait eu la faiblesse de laisser le GQG français assumer à lui seul*

²⁴ Comité secret du 28 novembre 1916, séance du 5 décembre 1916.

²⁵ de Castelnau et Dubail ont 10 ans de grade, Foch 9 ans, Franchet d'Esperey et Sarrail 8 ans, Fayolle 6 ans...

²⁶ Denis Rolland, *Nivelle l'inconnu du Chemin des Dames*, p. 74.

²⁷ Colonel Fabry, *Joffre et son destin*, cité par Rémy Porte, *Joffre*, Perrin, p. 338.

²⁸ Cité par Pierre Allorant, Colloque du 19 juin 2013 au Sénat.

de trop lourdes responsabilités en interdisant à tout membre du gouvernement d'intervenir dans les décisions du commandant en chef... Le GQG de Nivelles est tout différent, car on l'a dépouillé de bien des pouvoirs détenus par son prédécesseur. »²⁹.

En ce début d'année 17, le Politique a complètement repris l'ascendant sur le haut commandement notamment dans le domaine de la justice. Le Grand Quartier Général affine l'offensive du Chemin des Dames, celle qui devrait enfin libérer le pays avant que les Allemands ne basculent leurs troupes d'Est en Ouest suite à l'effondrement attendu de la Russie. Mais entre animosités personnelles entre hommes politiques et généraux, et propos de popotes imprudents aussi bien dans les couloirs du pouvoir que dans la zone des armées, elle est devenue un secret de Polichinelle !

Le 6 avril, jour de l'entrée en guerre des États-Unis, un grand conseil de guerre se réunit en gare de Compiègne dans le salon du train présidentiel. Ils sont tous là, le Président Poincaré, Ribot président du conseil pour la 5^e fois, Painlevé, le ministre de la guerre qui refuse qu'un PV soit dressé, l'amiral Lacaze, Albert Thomas, Nivelles, Castelnau qui rentre de Russie, Franchet d'Esperey, Micheler et Pétain. Il débouche sur une entente tacite entre le Politique et le Soldat : seule l'attitude offensive est admissible mais le commandant en chef dont le gouvernement a refusé la démission, en ressort affaibli par les suspensions à son encontre et les doutes sur le montage de cette offensive.

Elle est pourtant maintenue. L'échec est consommé dès les toutes premières heures mais la responsabilité du déclenchement de cette offensive de trop, n'a pas été partagée, dans notre mémoire collective, entre le Politique qui refusé de « conduire » la guerre et le Soldat qui s'est entêté au lendemain des premiers revers.

Dès le 29 avril, Pétain est nommé chef d'état-major général puis finalement, le 15 mai, commandant en chef des armées du Nord-Est. Nivelles s'en ira prendre le commandement du 19^e CA en Algérie. Les politiques qui l'avaient nommé dans des conditions assez extraordinaires au détriment de généraux aguerris « moins en odeur de sainteté », faisait ainsi payer, au chef de la II^e armée, vainqueur à Verdun, le prix de leurs propres atermoiements avant et pendant l'offensive d'avril. « *Telles furent les misères du commandement de Nivelles. Le général connu dans l'extrême grandeur militaire les extrêmes servitudes que la politique inflige à ceux qui ne sont pas des siens et dont elle a fait, à l'occasion ses instruments.* »³⁰ écrira le journaliste Mermeix.

Les mutineries du printemps 17 allaient mettre une fois encore à l'épreuve les relations entre le Politique et le Soldat. Pétain obtint par décret du 9 juin que soit supprimé le droit de recours en révision au détriment des seuls condamnés pour rébellion et incitation mais pour le reste le Politique garde la main. Il demandera d'ailleurs lui-même à Painlevé dans une lettre du 13 Juillet que ces pouvoirs soient rapportés : « *Le calme étant aujourd'hui rétabli dans les armées, je vous propose de faire reprendre par le gouvernement les pouvoirs dont il avait bien voulu se dessaisir et de rétablir le recours en révision temporairement suspendu par le décret du 8 Juin* ».

Non sans emphase Painlevé déclarait le 7 juillet que c'en était bien terminé des « conceptions à la Napoléon » et que le temps des efforts mesurés était venu sous le commandement d'un général qui « *s'était fait depuis longtemps le protagoniste de cette méthode* ». La pusillanimité s'était soudainement muée en sang froid, maîtrise de la situation et intérêt porté aux combattants. Aux lendemains d'une saignée n'ayant conduit à aucune avancée substantielle et de l'entrée en guerre des États-Unis le 6 avril, la directive n° 1 du 19 mai rassure : « *Épargner les effectifs, en attendant les Américains et les chars* ». Les Allemands savent que désormais les temps ne sont plus aux grandes

²⁹ Court Repington, *La première guerre mondiale*, p. 547.

³⁰ Mermeix, *Nivelles et Painlevé*, P. Ollendorff, p. 146.

offensives du moins en secteur français. Quant aux Anglais qui poursuivent leurs efforts sur Messines, Lens et dans les Flandres, il leur faudra bien constater, non sans amertume, que la parole de la France n'a pas été respectée.

Les deux gouvernements ne portent pas du tout la même appréciation sur l'offensive du Chemin des Dames. Le 4 mai, à la conférence interalliée de Paris, Lloyd George en dira : « *Nous avons fait 45 000 prisonniers, c'est à dire l'équivalent de cinq divisions allemandes composées des meilleures troupes. Nous avons pris plus de 450 canons et plus de 800 mitrailleuses, reconquis une superficie de 200 kilomètres carrés. Supposez que ce soit l'ennemi qui ait obtenu ce résultat et imaginez la vague de pessimisme qui gagnerait l'opinion publique. Cela suffit à nous montrer la réalité des succès que nous avons remportés.* »³¹. Qu'a répondu M. Ribot, président du conseil : « *Nous sommes d'accord avec vous sur les résultats de la récente offensive. La présenter comme un échec serait contraire à la réalité. Le résultat indiscutable de nos opérations est que nous sommes à nouveau maîtres de l'initiative.* ». Et qu'en dit Paul Cambon notre ambassadeur à Londres de 1898 à 1920 dans une lettre écrite au même Ribot : « *S'il est vrai, comme on le murmure, qu'il soit question d'enlever son commandement au général Nivelle parce qu'il fait ce que l'on reprochait à Joffre de ne pas faire, alors je peux vous dire qu'ici l'effet serait lamentable.* ». Le général Mangin ne sera pas épargné non plus par Painlevé qui le fait relever du commandement de la 6^e armée et lui interdit même de séjourner en région parisienne. Il faudra que Clemenceau s'en mêle pour que la mesure soit rapportée : « *Je proteste avec indignation contre la mesure inqualifiable que vous venez de prendre vis à vis du général Mangin auquel on ne peut reprocher que d'être un soldat* ».

Mais cette offensive du Chemin des Dames fut-elle la plus sanglante de la Grande Guerre ? Sur l'ensemble des fronts plus de 6 000 soldats seront tués chaque jour pendant 52 mois, 1 000 du seul côté français. Il reste ensuite à mettre froidement en perspective les pertes des batailles les plus meurtrières sur des longueurs de fronts équivalents, une quarantaine de kilomètres.

Sur la Somme, 1 936 soldats alliés ont été tués par jour durant 141 jours ; à Verdun, 543 tués par jour durant 300 jours ; sur le Chemin des Dames, 260 tués par jour durant 192 jours, quatre fois moins que sur la Somme et deux fois moins qu'à Verdun.

Mais avec un pic effarant de 3 000 tués par jour durant les 10 premiers jours, des soldats épuisés qui n'acceptent plus de mourir en de vaines offensives, les espoirs déçus, l'usure du moral d'un pays qui a déjà perdu entre tués, disparus et présumés prisonniers plus de 4 classes d'âge, des permissionnaires politiquement travaillés dans les gares et les trains, Nivelle restera à jamais le boucher du Chemin des Dames et Pétain, désormais seul vainqueur de Verdun en lice, celui dont la clairvoyance et le souci des pertes humaines ont remonté le moral de troupes éreintées.

Survivant aux autres maréchaux de la Grande Guerre, il s'emploiera d'ailleurs à polir cette image dans l'entre-deux guerres au point d'apparaître comme l'ultime recours en 1940. En témoigne cette conférence du général Léon Zeller prononcée à Strasbourg en 1922 et qui reste un petit chef d'œuvre de flagornerie : « *Le 1^{er} mai (1916), le général Pétain remettait au général Nivelle le commandement de la II^e armée, mais restait à proximité du champ de bataille... et ne cessait pas d'imprimer sa haute impulsion à la défense qu'il avait mise sur pied.* ».

Pourtant le Politique élèvera Nivelle à la dignité de Grand-Croix de la Légion d'honneur en 1920 et lui confèrera la Médaille militaire des généraux victorieux le 31 décembre 1921 ; et c'est Maginot, grande figure du monde combattant qui prononcera

³¹ Denis Rolland, *Nivelle l'inconnu du Chemin des Dames*, Imago, p. 197.

son oraison funèbre en 1924. En 1932, il sera inhumé dans le caveau des gouverneurs aux Invalides.

Quant à Paul Painlevé, le ministre de la guerre battu sur le Chemin des Dames, il sera 3 fois président du Conseil, 6 fois ministre de la guerre, 3 fois ministre de l'air. Il sera inhumé au Panthéon au terme de funérailles nationales le 4 novembre 1933, 5 ans après avoir lancé les travaux de la ligne Maginot, une fois encore comme ministre de la guerre.

Mais revenons en 1917. Le moral n'est pas bon et le gouvernement Painlevé est fortement critiqué. De mauvais bruits courent dans les allées du pouvoir. Le 15 octobre Joffre rend visite au général Pershing qui note dans ses mémoires : « *Dans certains milieux on parlait à mots couverts de la possibilité d'un coup d'État, dont une importante personnalité militaire prendrait la tête, s'il en eut été sérieusement question. Faisant allusion à cette éventualité pendant le retour, le maréchal me confia qu'il en avait été question, en effet... Mais, soit dit à son honneur, il s'empessa de se défendre catégoriquement et, à mon avis très sincèrement, de toute ambition dans ce sens... En réalité, il n'existait aucune crise susceptible de précipiter un changement de régime. Depuis trois ans, en dépit des angoisses de la guerre, la République s'était tenue ferme et il semblait peu probable qu'elle fût renversée à cette époque par un coup d'État.* »³² Bien que relevé du commandement en chef le maréchal n'avait pas perdu de sa popularité : il restait l'idole du peuple et pour Pershing il aurait fort bien pu être choisi pour diriger ce mouvement.

Pour lutter contre le désarroi du pouvoir exécutif et du Parlement, la France avait besoin d'un patriote jusqu'au-boutiste et d'un homme d'État. Pour Clemenceau les choses sont claires : « *N'oubliez pas, dira-t-il à Foch, que c'est le Politique qui conduit la guerre. La stratégie n'en est que l'instrument.* »³³.

Les choses sont désormais bien à leur place.

1918

L'année 1918 sera celle d'une grande stabilité politique autour de Clemenceau, Président du Conseil et ministre de la guerre.

Début janvier les Américains ne sont encore que 180 000 dont 80 000 combattants. Pas de quoi rompre l'équilibre des forces d'autant que les Allemands rameutent leurs unités de Russie et même d'Italie. Clemenceau fait la guerre. Son autorité est totale. Le fait qu'il se rende sur le front en moyenne 1 jour sur 4 ne laisse aucun doute. Il y puise l'énergie dont il a besoin pour convaincre et vaincre mais il reste intraitable sur la discipline : « *Qu'est-ce que vous voulez-bien que cela me fasse que demain on fusille un misérable ou un demi-misérable : pendant que nous discutons on tue mille innocents.* » dit-il au président Poincaré auquel il enjoint de ne pas faire usage de son droit de grâce sur un cas litigieux...

Le 21 mars, les Allemands passent à l'offensive et obtiennent en quatre mois d'incontestables succès de la Lys à la Marne. En prophétisant que « *Les Allemands battront les Anglais en rase campagne, après quoi ils nous battront aussi.* »³⁴, Pétain commence sérieusement à agacer Clemenceau. Il est plus que temps de réaliser l'unité de commandement autour d'un chef plus pugnace. Pour Clemenceau l'heure du choix a sonné. De Pétain et de Foch il dira en rentrant de Doullens, le 26 mars : « *L'un me disait*

³² Général Pershing, *Mes souvenirs de la guerre*, Plon, t. I, p. 211.

³³ Gilbert Prouteau, *Le Dernier Défi de Georges Clemenceau*, France-Empire, p. 263.

³⁴ Pierre Miquel, « *Je fais la guerre* » Clemenceau, le père la Victoire, Taillandier, p. 187.

que nous étions fichus et l'autre, qui allait et venait comme un fou, voulait se battre. Je me suis dit : essayons Foch ! *Au moins, nous mourrons le fusil à la main !* J'ai laissé cet homme sensé, plein de raison qu'était Pétain ; j'ai adopté ce fou qu'était Foch. Ce fou va nous tirer de là, j'en suis sûr, puisqu'il le faut »³⁵. Il dira après-guerre : « *C'est le fou qui nous a tirés de là !* »³⁶.

Les pouvoirs de coordination de Foch seront élargis à la conduite stratégique des opérations lors de la réunion du conseil supérieur de guerre le 3 avril à Beauvais et étendus à l'armée américaine en cours de montée en puissance. Il est finalement nommé général en chef des armées alliées le 14 mai. En fait Clemenceau dira plus tard « *J'aurais voulu Du Guesclin. J'ai pris ce que j'ai trouvé...* »³⁷ mais il avait parfaitement compris que si l'attentisme de Pétain avait sauvé l'armée française du naufrage moral à l'été 17, c'est bien la ténacité de Foch qui lui permettrait de sauver la France.

Évidemment, comme à chaque revers de fortune, il faut bien que quelques têtes tombent et le Parlement n'est pas le dernier à en réclamer. Au cas où Pétain serait menacé, le gouvernement rapatrie du front d'Orient le général Guillaumat. Clemenceau procédera au limogeage de quelques généraux surpris par l'offensive de mai 18 sur le Chemin des dames dont le général Anthoine chef d'état-major de Pétain qui servira de fusible, mais il prendra la défense du haut commandement et de ses soldats : « *S'il faut, pour obtenir l'approbation de certaines personnes qui jugent hâtivement, abandonner les chefs qui ont bien mérité de la patrie, c'est une lâcheté dont je suis incapable... J'affirme, et il faut que ce soit ma dernière parole, que la victoire dépend de nous... à condition que les pouvoirs civils s'élèvent à la hauteur de leur devoir, parce qu'il n'y a pas besoin de faire cette recommandation aux soldats.* »³⁸.

Le 8 août, est le « jour noir de l'armée allemande ». Brillantes à Saint-Mihiel, les troupes américaines piétinent en Argonne tout octobre et Foch en fait le reproche à Pershing : « *En ce moment, la patrie commande que vous commandiez.* » pas de quoi enthousiasmer son interlocuteur... Assez habilement Clemenceau qui ne souhaite pas heurter le Président Wilson, laisse le généralissime à la manœuvre au motif qu'il s'agit du commandement des opérations... En revanche, il fera grief à Foch de ne pas l'avoir fait : « *Quand le général Pershing a refusé d'obéir à vos ordres, vous pouviez en appeler au président Wilson. Par des raisons qui dans votre esprit étaient nécessairement d'ordre supérieur, vous avez ajourné cette solution... Je me suis permis d'être d'un avis supérieur du vôtre.* »^{39 40}.

En fait derrière cette passe d'arme à fleuret moucheté, il y a la subtile complémentarité entre le Politique et le Soldat.

Il dira plus tard après que leurs relations se soient dégradées « *Il y a du César dans le Maréchal. Enfin, un César passé par l'École de guerre* »⁴¹. Mais au crépuscule de sa vie, Clemenceau pardonnera au Maréchal pour lui avoir envoyé le 8 novembre 1918, une lettre qui le fera éclater en sanglots, la lettre qui lui annonce l'acceptation de l'armistice par les délégués allemands.

L'histoire a retenu qu'il fut le Père de la Victoire mais c'est le Soldat français avec le concours de ses alliés qui est sorti vainqueur de cette sanglante effusion. Dans sa

³⁵ Rapporté par Max Gallo dans : *Morts pour la France*, t. 3, Fayard.

³⁶ Laurent Legrand, *Foch, le pire stratège de la Grande Guerre*, cité par le Point du 3 octobre 2013.

³⁷ Gilbert Prouteau, *Le Dernier Défi de Georges Clemenceau*, France-Empire, p. 248.

³⁸ Pierre Miquel, « *Je fais la guerre* » Clemenceau, le père la Victoire, Taillandier, p. 214.

³⁹ Pierre Miquel, « *Je fais la guerre* » Clemenceau, le père la Victoire, Taillandier, p. 246.

⁴⁰ On notera comme Pierre Miquel l'ironie du propos !

⁴¹ Gilbert Prouteau, *Le Dernier Défi de Georges Clemenceau*, France-Empire, p. 257.

lettre du 11 novembre adressée à Clemenceau, le président Poincaré ne dira pas autre chose : « *Mon cher Président, au moment où s'achève par la capitulation de l'ennemi, la longue suite de victoires auxquelles votre patriotique énergie a si largement contribué, laissez-moi vous adresser à vous-même et vous prier de transmettre au Maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, au général Pétain, commandant en chef de l'armée française, à tous les officiers généraux, officiers, sous-officiers et soldats l'expression de ma reconnaissance et de mon admiration.* »

Cette France unie dans la victoire mais durablement affaiblie et rattrapée par le démon de ses divisions politiques sera disloquée par une bien étrange défaite 22 ans plus tard. Vaincre ou mourir ! « *Mais vaincre on ne le pouvait plus et mourir on ne le voulait pas* » écrira Roland Dorgelès de cet ordre du jour de juin 40 qui ressemblait furieusement à celui du 5 septembre 1914. Le Soldat portera durablement ce lourd héritage que la victoire n'effacera pas. Les guerres de la décolonisation l'entretiendront dans certains esprits jusqu'à aujourd'hui encore, entre méfiance et manque de considération.

Je reste cependant convaincu que ce centenaire nous offre l'opportunité de réfléchir très librement aux relations entre le Politique et le Soldat car si dans nos démocraties aucun doute n'est permis sur la primauté du premier, il ne faudrait pas que cette relation se limite à la subordination servile et muette que certains appellent toujours de leurs vœux.

Enfin, il conviendra de veiller, lors des dernières grandes commémorations de la plus grande épreuve qu'ait connue notre pays à ce jour, à ce que ne soit pas mise à mal la prophétie du général de Gaulle au lendemain de la Grande Guerre : « *Les noms des hommes d'État et des grands chefs de la guerre récente resteront confondus, en dépit de tout, dans le souvenir de la victoire* ».

Si j'en juge par les polémiques qui ont eu lieu sur l'hommage à rendre de préférence aux soldats du peuple plutôt qu'à leurs officiers en général, leurs officiers généraux en particulier et bien sûr leurs maréchaux on se dit que ce n'est pas gagné !

Pourtant qu'on le veuille ou non... entre méfiance et manque de considération :

*«... Ils continueront d'aller deux par deux,
Tant que le monde ira, pas à pas, côte à côte. »*